de l'émission de chèques bilingues dans toutes les parties du Canada?

L'hon. Donald M. Fleming (ministre des Finances): Non, monsieur l'Orateur.

(Plus tard)

M. LaCroix: Monsieur l'Orateur, vu que le ministre des Finances n'a pas profité de l'occasion de répondre à ma première question...

L'hon. M. Fleming: J'ai répondu clairement à la question.

M. LaCroix: ...mon autre question est ...

M. l'Orateur: Si l'honorable député a une autre question à poser, il peut le faire. Il a commencé par commenter la réponse qu'il a reçue. Il a reçu une réponse et il ne saurait s'attendre à recevoir davantage.

M. LaCroix: C'est une question supplémentaire. N'est-il pas vrai que l'interprétation des statuts existants a permis, sans qu'il soit nécessaire d'adopter une nouvelle loi, l'émission de chèques bilingues par le ministère des Finances dans la province de Québec? Ces statuts n'ont-ils pas la même application dans les autres provinces du Canada?

L'hon. M. Fleming: Monsieur l'Orateur, j'ai commenté une question analogue de l'honorable député, il y a deux jours. Cette affaire nécessiterait un avis juridique et toute réponse que je pourrais donner à ce propos serait irrégulière.

M. LaCroix: Pourquoi n'avez-vous pas répondu à ma première question?

L'hon. M. Fleming: J'ai répondu à la première question de l'honorable député. Il ne devrait pas faire de déclaration de ce genre, car elles sont tout à fait fausses.

M. l'Orateur: J'ai déjà donné à l'honorable député un avis dans ce sens.

LE COMMERCE

LE BLÉ—MISE DE CRÉDIT À LA DISPOSITION DE LA POLOGNE ET DE L'ESPAGNE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. W. M. Johnson (Kindersley): Monsieur l'Orateur, je désire poser au ministre suppléant du Commerce une question dont je regrette de n'avoir pu lui donner avis. Elle s'inspire d'une nouvelle parue dans les journaux de ce matin et intitulée: "Les ventes de blé dépendront du crédit". Le ministre peut-il nous dire quelles mesures le gouvernement a prises pour répondre aux besoins de crédit de la Pologne et de l'Espagne, afin qu'il soit possible de leur vendre une quantité importante de blé, qu'on estime entre sept et dix millions de boisseaux?

[M. LaCroix.]

L'hon. J. M. Macdonnell (ministre suppléant du Commerce): Monsieur l'Orateur, on espère vendre du blé à divers pays européens. Les honorables députés comprennent que, dans les circonstances, il ne serait pas sage de communiquer les noms de ces pays ni la nature des propositions. Tous ceux qui s'intéressent à la vente du blé me donneront raison, je crois.

M. Johnson (Kindersley): Une autre question, monsieur l'Orateur. Je suppose que le gouvernement s'occupe activement de la question; c'est le point important, à mon avis.

LE PLOMB ET LE ZINC—DÉCLARATION PORTANT SUR LES AUDIENCES DE LA COMMISSION AMÉRICAINE DU TARIF

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. J. M. Macdonnell (ministre suppléant du Commerce): Monsieur l'Orateur, hier, l'honorable député de Kootenay-Est a posé une question au sujet des audiences de la Commission américaine du tarif sur le plomb et le zinc. J'ai répondu que le gouvernement canadien avait fait des démarches très énergiques à ce sujet et l'honorable député a alors posé la question suivante:

Le ministre nous dirait-il si des négociations se poursuivent actuellement à l'échelon des gouvernements? S'occupe-t-on de cette affaire dans toute la mesure du possible, afin qu'une décision aussi draconienne ne soit pas prise?

A cela, je réponds que les négociations entamées avec les autorités des États-Unis se poursuivent avec la plus grande vigueur.

DÉCLARATION PORTANT SUR LES PRÉSUMÉS
ACHATS PAR LA DÉLÉGATION ROUMAINE
DE L'AGRICULTURE

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. D. S. Harkness (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, hier l'honorable représentant de Medicine-Hat a posé au ministre suppléant du Commerce une question qui avait trait à la délégation roumaine qui a passé plusieurs semaines au Canada et en est repartie il y a environ dix jours. Comme on peut le constater à la page 2233 du hansard, il a posé les question suivantes:

Quels produits canadiens a-t-on achetés et l'invitation a-t-elle été acceptée?

Il s'agit de l'invitation des Roumains à leur rendre visite.

Dans le cas de l'affirmative, qu'est-ce que la mission cherchera à vendre ou à acheter?

Cette délégation roumaine de l'agriculture avait pour chef le ministre de l'Agriculture de la Roumanie. Étant donné que la visite de cette délégation a été organisée par le ministère de l'Agriculture, il est peut-être plus